

ASSEMBLEE GENERALE

2 ET 3 DECEMBRE 2017

TEXTES ADOPTES

SOMMAIRE

Page 3 : Construire les mobilisations sociales

Page 5 : Engager un travail sur la question européenne

Page 6 : Développer le travail programmatique d'Ensemble

Page 7 : Notre orientation politique

Page 12 : Composition de l'Equipe d'Animation Nationale

CONSTRUIRE LES MOBILISATIONS SOCIALES (synthèse de la commission de l'AG)

Ce texte présente les propositions d'Ensemble pour les mobilisations à construire contre les politiques de Macron. Il ne préjuge pas de la poursuite des débats qui traversent le mouvement concernant la recomposition politique et la stratégie électorale.

1- L'AG nationale d'Ensemble a approfondi dans une commission un bilan de la séquence sociale et politique depuis l'offensive de Macron contre les acquis sociaux et notamment la bataille des ordonnances. Elle a aussi discuté de perspectives d'actions nouvelles. Les camarades qui agissent dans FI définissent eux-mêmes comment cette activité devra être adaptée et précisée, dans le cadre des campagnes adoptées par FI à sa convention du 25 novembre.

2- Le mouvement ouvrier, syndical et politique, a subi un revers important dans la première phase de l'offensive de Macron contre les conquêtes sociales, et notamment le droit du travail. La validation des ordonnances au Parlement représente une défaite politique. Il convient cependant de préparer les conditions d'une poursuite de l'action contre les plans de Macron, à commencer par les droits des chômeur-euses menacé-es par le projet de mise sous tutelle étatique de l'Assurance-chômage, sous couvert d'universalisation des droits. Cette question pose plus généralement la question de toute la Sécurité sociale, de son financement par socialisation des richesses, de son extension universelle (régime général étendu) pour garantir les droits de tous les travailleurs-euses en dépit de statut juridique parfois différents (plates-formes numériques, artisans, etc).

3- Nous sommes aux côtés des organisations de chômeurs-euses dans leurs mobilisations souvent isolées, mais aussi aux côtés de toutes celles et ceux qui subissent simultanément l'offensive macronienne : baisse des APL, licenciements des emplois aidés, personnes mal logées, ou sans perspective de logement, contre-réforme du logement social, des retraites, etc. Nous sommes aussi aux cotés de la défense des services publics, notamment dans la santé et le soutien aux luttes des personnels hospitaliers. Nous sommes aux côtés des migrants qui cherchent un soutien des services publics et demandent le respect des règles internationales. Nous défendons le droit des êtres humains à l'accueil et au bénéfice des droits partout dans le monde. Nous sommes aux côtés des femmes, des associations et syndicats qui les soutiennent, dans leurs mobilisations pour faire reconnaître l'ampleur des violences qu'elles subissent et la responsabilité de l'État à mettre en œuvre un plan d'urgence transversal à toutes ses actions pour y mettre fin. Cela passe forcément par une augmentation des moyens à y consacrer et à une formation des personnels chargés de les prendre en charge.

4- Il est décisif que le syndicalisme s'unisse pour agir contre la remise en cause des droits des chômeurs et précaires, contre la destruction de l'assurance-chômage au profit d'un système d'allocations forfaitaires payées par fiscalité.

5- En tant que mouvement politique, Ensemble a des responsabilités propres pour aider à cette mobilisation. Ensemble précisera ses propres positions par une journée d'étude à ce sujet. Nous ne défendons nullement l'UNEDIC telle qu'elle est. Il est nécessaire d'une finir avec le paritarisme, et de promouvoir des institutions sociales contrôlées par les salariés-es et les chômeurs-euses.

6- Nous participons et aidons à la définition de perspectives unitaires de lutte par une campagne prolongée. Il est souhaitable que les forces du Collectif pour nos droits sociaux, ainsi que les organisations à l'initiative de la manifestation du 2 décembre contre le chômage et la précarité, prolongent leur activité. Cela pourrait prendre la forme d'une nouvelle journée de manifestations nationales début 2018. Mais pour assurer le succès d'une telle journée, elle pourrait être précédée d'une campagne de meetings unitaires et aussi d'assises pour une refondation des droits, rassemblant forces associatives, syndicales et politiques. Le succès de ces meetings dépend de l'engagement de toutes les organisations. Mais il convient de mener une initiative politique particulière de conviction pour que les forces politiques opposées au système Macron agissent ensemble (FI, Ensemble, EELV, PG, PCF, Générations-s, GDS, NPA, Nouvelle Donne, RS). En effet, pour porter un coup au système Macron, il faut délégitimer sa politique. C'est ce qui fonde notre volonté réaffirmée de rassembler les forces de la gauche antilibérale pour riposter aux mesures que le gouvernement veut imposer. C'est pourquoi Ensemble ! propose à toutes les forces politiques de gauche antilibérale de se rassembler de la manière la plus efficace possible pour agir en commun. Des propositions de rencontres seront faites avec les organisations. Partout où c'est possible, est également nécessaire de relayer cette démarche avec une construction associant des personnes sans appartenance politique, en mettant sur pied des assemblées citoyennes ou collectifs citoyens.

7- Ces propositions sont en lien avec les élaborations déjà discutées dans Ensemble pour une Sécurité sociale universelle, garantissant une sécurité des salaires pour tous et toutes, ainsi que la perspective d'une société sans chômage, sans domination, sans subordination (RTT, contrôle et critique du travail, émancipation du travail).
Il ne s'agit pas seulement d'agir *contre* les visées du gouvernement, mais de mettre en avant des propositions alternatives mobilisatrices en cohérence avec une société d'émancipation. Nous discuterons partout nos propositions, avec les salarié.e.s comme avec les précaires : les mobilisations seront accompagnées de l'affirmation de véritables objectifs politiques et sociaux unitaires.

Ni les ordonnances contre le droit du travail, ni les atteintes aux collectivités territoriales et aux services publics, ni le mépris pour les luttes des femmes pour l'égalité (harcèlement, salaires…), ni la pauvreté pour des millions de personnes, ni la sélection contre le droits aux études pour toutes et tous ne peuvent être acceptées dans une société injuste où il faut imposer une autre usage des richesses, un pouvoir démocratique, l'intervention active du plus grand nombre contre les décisions du Président des riches. Dans la jeunesse, il est important que des appels unitaires larges se déclinent sur le terrain avec de véritables actions d'informations des étudiant-e-s et des lycéen-ne-s pour des journées de mobilisation.

ENGAGER UN TRAVAIL SUR LA QUESTION EUROPEENNE (synthèse de la commission de l'AG)

« L'Assemblée Générale d'« Ensemble ! » a commencé à travailler en commission sur les questions européennes (évolution de la situation en Europe ; informations sur les espaces de débat et d'action européens, auxquels participe Ensemble ; propositions programmatiques du mouvement ; début d'échange sur les prochaines élections européennes ; Catalogne et intervention de "Ensemble !" en soutien aux droits à l'autodétermination ; etc.…)

Il est proposé d'engager rapidement, dans les mois qui viennent, un travail de débats et d'élaboration sur ces questions.

À partir du texte d'orientation adopté début 2016 par le Conseil National d'Ensemble ! et du travail de la commission « État espagnol » sur la Catalogne, nous travaillons autour de trois questions pour aboutir à de nouvelles contributions du mouvement E !

- Sur les axes de mobilisation et d'alternative politique, en rupture avec les Traités de l'Union Européenne, et pour la refondation d'une autre Europe

- Sur les questions démocratiques, qui se heurtent aux institutions européennes, vers une refondation européenne démocratique et solidaire.

- Sur la question du droit des peuples à l'autodétermination en Europe

Outre la participation à toutes les initiatives de débat qui seraient impulsées par d'autres mouvements sociaux ou organisations, nous organiserons une série de débats à notre initiative, ouverte aux contributions extérieures au mouvement, autour de « journées d'étude », pour aboutir à des documents « Europe » du mouvement, et engager avec ces propositions la discussion avec les autres forces de la gauche alternative.

DEVELOPPER LE TRAVAIL PROGRAMMATIQUE D'ENSEMBLE

« Ensemble ! » est porteur de positions assumées sur les questions de l'émancipation, de la démocratie, du féminisme, de l'autogestion, de l'internationalisme.

Nous avons, depuis la création d'« Ensemble ! », commencé un travail d'élaboration et partagé des points de vue programmatiques convergents : lors de la fondation d'Ensemble avec les documents de référence que nous avons travaillé, lors des universités d'été et dans de nombreux débats, dans un travail sur « actualité de l'Emancipation », encore non achevé.

Nous décidons de réengager un travail de ce type, autour de quelques questions en lien avec les débats politiques d'actualité. Chaque thème doit permettre, à l'initiative d' « Ensemble ! », d'organiser des débats, ouverts à des contributions d'autres acteurs proches de notre démarche, et produisant à chaque fois des documents de synthèse et de propositions à verser aux débats de la gauche alternative.

Nous commencerons autour de trois questions :

- Sur l'Europe, sa transformation, les stratégies de rupture avec le carcan libéral de l'UE. Nous avons un point de départ, le texte de travail adopté l'an dernier au Conseil National, mais la succession d'événements et de nouveaux développements amènent à prolonger ce travail : le Brexit et ses suites, le développement des droites extrêmes, l'évolution des crises de la dette et de l'euro et les débats des gauches en Europe, les expériences grecques, portugaises, espagnoles… et le surgissement de la question du droit à l'autodétermination (Catalogne , Ecosse…). De quoi travailler et élaborer, et avancer vers des propositions dans les luttes et les élections européennes.

- Sur le désarmement, les politiques de défense, et par conséquent sur les orientations politiques nationales et internationales. Nous avons commencé déjà réuni plusieurs contributeurs autour de nous, nous pouvons impulser un espace d'élaboration plus étendu, et définir des propositions sur ces questions qui font débat à gauche

- Sur la transformation sociale et l'appropriation sociale, comment passe-t-on de mots d'ordre immédiats dans les programmes électoraux et les luttes sociales à la prise de conscience et à la mise en œuvre d'une stratégie mettant en cause les rapports de propriété et les dominations idéologiques. Autour des exemples de luttes d'émancipation, de coopératives ouvrières, de services publics étendus, de sécurités sociales et professionnelles… Jusqu'aux stratégies de révolution démocratique, de travail sur la perspective de processus d'assemblées constituantes et ce qu'ils peuvent signifier, de majorités gouvernant en « rupture »…

Ces propositions ne sont pas exhaustives de l'ensemble du travail d'élaboration nécessaire, et notamment celui que les différentes commissions thématiques doivent poursuivre autour des questions sur lesquelles elles interviennent.

Mais ces trois thèmes, susceptibles d'évolution selon la conjoncture, devraient permettre de relancer une dynamique de débat, permettrait de relancer un travail autour de Ensemble, ouvert et public, non réservé aux contributions de militants d'E ! et aboutissant à la publication de travaux thématiques et de bulletins publics.

Les prochains conseils nationaux auront à décider plus précisément de la mise en place d'équipes, de moyens, d'un calendrier, à mettre en œuvre.

NOTRE ORIENTATION POLITIQUE

Dix ans après la crise des « subprimes » qui a frappé de plein fouet le capitalisme mondialisé, le monde est confronté à de multiples défis. La domination financière n'a cessé de se répandre et asphyxie les économies et les peuples. Les conséquences de la crise écologique se manifestent quotidiennement : sécheresses, inondations, problèmes sanitaires et alimentaires… Les rivalités entre États et les logiques de puissance attisent le risque de conflit. Trump et Poutine multiplient les postures guerrières. Ces dernières années, la France a accru ses interventions militaires en particulier en Afrique sub-saharienne. Le Moyen-Orient est le théâtre de révolutions et de guerres, de tensions géopolitiques aggravées.

La nécessité d'une alternative à ce monde brutal est plus que jamais posée. Celle-ci doit conjuguer la nécessaire utopie d'une alternative globale et l'expérience immédiate, concrète, pour les millions d'hommes et de femmes concernés des ruptures engagées pour construire une autre société. C'est à travers les expériences de mise en œuvre de politiques alternatives tentées par des gouvernements portés par les mobilisations populaires que la possibilité d'une alternative progresse. Depuis le début des années 2000, les expériences de gouvernements de gauche en Amérique Latine, malgré les limites les difficultés qu'elles rencontrent, ont ouvert à nouveau le débat sur le « socialisme au 21ème siècle ». En 2015, Syriza en Grèce a posé la question d'une alternative au cœur de l'Union Européenne, même si cette expérience n'a pas aboutie.

En France, la séquence électorale de 2017 a marqué une recomposition du paysage politique qui est loin d'être achevée. Dans un contexte d'accumulation de revers sociaux, dans la prolongation du profond et tenace mouvement contre la loi travail de 2016 comprenant des formes inédites de contestation, d'importants secteurs du salariat et de la jeunesse ont investi le terrain électoral.

J.L. Mélenchon, en bénéficiant de son opposition claire et constante à la politique de F.Hollande, d'une compréhension des demandes de nouvelles formes politiques notamment dans la jeunesse, a permis d'être l'expression de masse d'une opposition de gauche. Cela a permis à la France Insoumise, avec le soutien d'E ! et du PCF, d'acquérir une place centrale par le score et la dynamique de campagne à la présidentielle et par le nombre de candidats présents au second tour des législatives et l'élection d'un groupe parlementaire F.I. Cette situation pose des défis majeurs aux forces de la gauche alternative. Jean Luc Mélenchon et tous ceux qui ont soutenu sa candidature, portent la responsabilité de construire une issue politique nouvelle à la hauteur des espoirs qu'ils ont soulevé.

Les années Hollande ont accéléré la crise ouverte au sein du PS, confirmant le rejet du libéralisme de gauche. Le PCF connaît toujours un déclin, même s'il profite un peu de l'affaiblissement du PS durant les législatives et maintient un groupe parlementaire. La crise de direction et de stratégie en termes d'alliance d'EELV amène ce parti à reculer nettement. L'illisibilité de la stratégie de Hamon, son incapacité durant la campagne à se détacher de l'appareil du PS et du gouvernement ne lui permette pas d'être l'axe autour duquel portera le renouveau d'une gauche française en profonde restructuration.

Ces évolutions modifient en profondeur les rapports de force à gauche, accélèrent la crise du PS et du social-libéralisme qui ont dominé la gauche, font voler en éclats l'écologie

politique monopolisé par EELV. Elles signifient une remobilisation à gauche et la mise en mouvement de jeunes et de primo arrivants en politique.

La polarisation politique de la période électorale a été marquée par l'émergence d'un bloc central rassemblant libéraux de gauche et de droite. L'extrême droite possède toujours un dévastateur potentiel de conquête, même si il a été freiné dans la dernière séquence électorale. La victoire de Macron est sans appel sur le plan institutionnel mais beaucoup plus fragile au regard de la base sociale étroite de ses soutiens. En s'appuyant sur les institutions de la Vème République et l'hyper présidentialisme, Emmanuel Macron a réussi à donner une nouvelle force à l'hégémonie libérale. Mais cette situation est particulièrement instable et la crise est loin d'être finie. Le pouvoir « jupitérien » souffre de plusieurs faiblesses : il a été élu « contre Marine Le Pen », ce qui a affaibli sa légitimité ; la forte abstention aux législatives témoigne de la persistance de la crise démocratique ; sa popularité s'est rapidement détériorée à l'été 2017. Surtout Macron est porteur d'une vision de la société qui assume ouvertement la concurrence et la violence entre « ceux qui réussissent » et « ceux qui ne sont rien » à l'opposé des aspirations à l'égalité et à la solidarité.

Un grand nombre d'hommes et de femmes se sentent réduits à l'impuissance par les anciennes recettes syndicales et/ou politiques. Certains se découragent, d'autres libèrent au contraire une plus grande disponibilité pour chercher ce qui pourrait innover en matière d'efficacité.

Pour arrêter Macron, l'offensive libérale qu'il incarne, nous avons besoin d'une analyse de ce qu'est le « macronisme » et ses spécificités par rapport aux formes antérieures de domination politique. Dix ans après la crise financière de 2008, une grande partie de la bourgeoisie et de la haute fonction publique actrice du néo-libéralisme s'est reclassée autour d'Emmanuel Macron pour la destruction assumée et programmée de l'État social issu des luttes et du compromis fordiste. Le pouvoir semble échapper à la crise de la représentation en menant sa politique avec sa cohérence : comment construit-il son hégémonie ? Quelles sont ses contradictions, ses faiblesses ?

Faute de réponses nous nous ne pouvons pas contribuer à construire une issue à ce qui apparaît comme un mur face aux initiatives : en effet les luttes continuent, éparpillées, sur tous les terrains. Et rendre ceci visible, c'est contribuer à faire grandir l'espoir, un autre monde est possible, c'est affirmer la volonté de faire émerger ces alternatives. Mais la crise politique perdure et s'aggrave quand les luttes n'initient pas le débat sur les questions stratégiques fondamentales : quelles révolutions aujourd'hui ? Comment renouveler la politique et comment contribuer à en permettre l'appropriation par les exploités ? Quelles bases pour une autre société ?

C'est notre capacité à articuler la construction de fronts sociaux larges et unitaire et la mise en place d'une alternative politique à dynamique anti capitaliste qui nous permettra de refouler davantage la menace du FN et de dessiner une alternative au néo-libéralisme.

Une des questions clés aujourd'hui est la possibilité d'une majorité alternative à celle du président Macron et de ses alliés. Le calendrier politique peut être bousculé si un mouvement social « Tous ensemble » met en crise le système Macron, et pose la question d'une nouvelle majorité bien avant 2022. Pour être en mesure de répondre aux attentes populaires et empêcher l'aggravation des conditions de vie et de travail, il faut que les forces qui peuvent former cette alternative se mettent « Tous Ensemble » : à l'Assemblée Nationale avec les groupes FI et PCF avec tous les autres députés de gauche prêts à cela, dans la recherche d'initiatives de convergences politiques communes en écho aux

mobilisations sociales, jusqu'à la mise sur pieds d'assemblées citoyennes dans les localités et les entreprises.

En juin 2017, Jean-Luc Mélenchon a avancé, à juste titre, la perspective d'un nouveau Front Populaire rassemblant associations, syndicats, partis de gauche, chacun dans sa spécificité, pour construire une alternative. À partir d'initiatives locales et nationales quand des « campagnes » d'action communes seront mises en œuvre sur une question politique d'actualité, il s'agira de créer des espaces d'action et de débats conciliant la volonté d'agir au quotidien, de développer des réseaux de solidarités, d'agir avec les forces sociales, les mouvances citoyennes et sociales.

Les termes de la recomposition de la gauche sont modifiés. Elle ne pourra se faire autour d'un PS même relooké dans une opposition molle et perdant son hégémonie. Une alternative globale ne pourra se développer qu'en construisant des fronts d'opposition larges et unitaires à la politique de Macron, tant sur le plan social, antiraciste, féministe que démocratique et écologique, en articulant la contestation portée par les mouvements sociaux à une expression politique d'opposition de gauche en capacité de poser la question du pouvoir, rôle que France insoumise est en situation de pouvoir jouer. Toutefois, sans un mouvement social fort capable d'organiser largement les salarié-es, les précaires et les chômeurs pour remporter des victoires sociales, il n'y aura pas de victoires politiques durables.

Les voies de la reconquête d'une hégémonie sont multiples. Elles impliquent l'animation d'un mouvement populaire auto-organisé, la construction de fronts unitaires larges dans les luttes avec les syndicats, associations et collectifs, des victoires sociales, des scores et prises de positions électorales, des initiatives, le développement d'expérimentations autogestionnaires, et une bataille d'idées qui sera nécessairement plurielle.

Les mobilisations contre les lois Macron, que ce soit les manifestations syndicales, ou la marche du 23 novembre initiée par la France Insoumise, constituent des premières étapes contre le pouvoir en place. La convergence des forces associatives, syndicales et politiques, en respectant l'autonomie de chacun est un enjeu essentiel pour rassembler toutes les forces disponibles. Cela doit se faire sans prétention hégémonique ni subordination des uns aux autres mais par la multiplication des échanges et des initiatives construites en commun à l'échelle locale comme à l'échelle nationale.

Portés par les aspirations majoritaires des peuples à plus de démocratie, de justice sociale et de préservation de l'environnement, les forces de la gauche alternative peuvent se retrouver en situation de gouverner, de se confronter aux intérêts et aux privilèges des classes dirigeantes pour changer réellement les choses. En Angleterre, le Labour dirigé par Jeremy Corbyn, et Podemos en Espagne contestent le pouvoir aux partis traditionnels. En France, au 1er tour de l'élection présidentielle, la candidature de Jean Luc Mélenchon a été perçue par des millions de gens comme une alternative crédible. Cette situation pose des défis majeurs aux forces de la gauche alternative.

Dans ce nouveau paysage politique, la nécessité d'une organisation politique anticapitaliste, internationaliste, indépendante ne se complaisant pas dans la marginalité reste impérieuse. L'enjeu est de redéfinir la fonction d'Ensemble dans cette nouvelle période.

Pour éviter l'élaboration en chambre, Ensemble se doit d'intervenir dans les pratiques sociales collectives, dans des actions pour changer la vie des classes dominées. Mettre à la portée de tou-te-s l'articulation entre combats quotidiens et élaboration d'une alternative au capitalisme participe directement à l'évolution du rapport de forces.

Il nous faut aujourd'hui construire un projet pour une organisation ayant la volonté de rassembler et de fédérer, pour prendre sa place et travailler à la réinvention d'une gauche de transformation sociale et écologique

La reconstruction d'une « vision du monde » différente du capitalisme passe par de reconstruction idéologique et culturelle : il va nous falloir du temps... et qui s'engage sur la base de ce qui est « déjà là ». Les voies d'une reconquête de l'hégémonie sont multiples. Elles impliquent l'animation d'un mouvement populaire auto-organisé.

Ensemble ! a fait du commun avec des histoires, des pratiques différentes avec la démarche des « matériaux pour l'émancipation ». Nous devons continuer ce travail en déterminant les formes qui permettent d'ouvrir un chantier collectif d'élaboration stratégique et idéologique.

Le caractère de plus en plus composite des exploités conduit à affronter le capitalisme comme système et lier ces revendications aux enjeux de société.. Par exemple, comment retrouver ces couches de salariés aujourd'hui en dehors du champ de l'action collective ? Cette interrogation traverse toutes les organisations politiques syndicales et associatives et permet un autour des stratégies.

Ensemble a été traversé par un débat important à l'automne 2017 sur les moyens d'avancer aujourd'hui vers la construction d'une nouvelle force. Cela s'est traduit par des choix différents d'investissement militants. Au-delà de la question de la nouvelle force à construire, ce sont les débats sur le type de mouvement que nous voulons, la stratégie de transformation sociale que nous défendons, les convergences à construire, qu'il faut reprendre. Ils doivent se développer dans les prochains mois, notamment en vue d'une prochaine Assemblée Générale d'Ensemble qui se tiendra à l'automne 2018.

DECISIONS SUR LE FONCTIONNEMENT D'ENSEMBLE

Le Collectif National des 14 et 15 octobre a fixé pour objectif de « *redéfinir le fonctionnement d'Ensemble pour assumer les nouvelles conditions de son intervention marquée par les choix différents de ses membres*. »

Ensemble! reconnait la possibilité que s'organisent en son sein des courants résultant de choix d'orientation divergents. C'est le cas pour les membres d'Ensemble qui participent collectivement à France Insoumise, et définissent les formes et objectifs de leur investissement.

Il s'agit donc de préciser les conséquences de ce fonctionnement transitoire de notre mouvement pour une durée d'un an avant une prochaine Assemblée Générale, prévue à l'automne 2018, qui aura pour tâche de tirer le bilan politique et organisationnel de cette période.

Il est proposé, pour la période transitoire de poursuivre les modalités de fonctionnement définis dans les documents adoptés aux Assises des 23 et 24 novembre 2013 (https://www.ensemble-fdg.org/content/sur-le-fonctionnement-de-notre-mouvement) et modifiés à l'Assemblée Générale des 31 janvier et 1er février 2015 (https://www.ensemble-fdg.org/content/texte-fonctionnement-adopte-sur-le-fonctionnement-de-notre-mouvement)

Fin 2018, à l'issue de la période transitoire actuelle, il sera nécessaire d'envisager une redéfinition globale du fonctionnement d'Ensemble (et une réécriture des principes de fonctionnement d'Ensemble fortement marqués alors par l'existence du Front de gauche).

COMPOSITION DE L'EQUIPE D'ANIMATION NATIONALE

L'Assemblée Générale a désigné une nouvelle Equipe d'Animation Nationale, composée de 12 hommes et 11 femmes.

La liste suivante a été adoptée le dimanche matin avec 62 votes pour, 4 contre, 7 abstentions, 1 NPPV :

Alain Montaufray (93)

Alima Boumediene (95)

Bruno Antzenberger (75) - invité comme permanent chargé du local national

Cécile Leroux (05)

Cécile Silhouette (75)

Clémentine Autain (93)

Delphine Bouenel (80)

Emre Ongun (93)

Francis Sitel (75)

François Calaret (93)

Ingrid Hayes (75)

Jean Claude Mamet (94)

Jean François Pélissier (75)

Marie-Claude Herboux (14)

Michel Dupont (76)

Michelle Ernis (76)

Monique Migneau (92)

Myriam Martin (31)

Olivier Mollaz (75)

Pierre-François Grond (75)

Sylviane Gauthier (94)

Robert Hirsch (44)

Roland Mérieux (75)